

[Texte]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, February 9, 1993

• 1537

Le vice-président (M. Ferland): Bonjour, chers collègues. Je voudrais souhaiter la bienvenue à nos deux témoins d'aujourd'hui, M. Granatstein et M. Norman Hillmer, qui vont nous donner leur opinion sur l'étude que nous entamons sur les forces de paix. J'aimerais rappeler à mes collègues du Comité que, malheureusement, les deux journalistes que nous avons invités, M. Raymond St-Pierre et M. McIver qui sont allés sur le terrain et qui sont deux spécialistes de la question, n'ont pu accéder à notre demande. M^{me} Joan Gordon, qui est le directeur, et donc leur patron, leur a défendu de venir au Comité sous prétexte qu'il faut conserver l'indépendance des journalistes. Il est un peu triste que nous n'ayons pas l'honneur et le plaisir de les recevoir et d'entendre ce qu'ils auraient pu nous dire sur leur vision des choses. C'est un peu regrettable. On a essayé de faire tout ce qu'il fallait pour les obtenir, mais leur patron ayant le dernier mot, on respecte sa décision.

Je veux souhaiter la bienvenue aux deux témoins d'aujourd'hui. Je leur cède immédiatement la parole. Je pense que c'est M. Hillmer qui va commencer. Monsieur Hillmer, à vous la parole.

Professor Norman Hillmer (Department of History, Carleton University): *Merci, monsieur le président.* The mandate you've given me, Mr. Chairman and members of the committee, is to speak about the history and nature of peacekeeping.

Perhaps I could begin by saying that the subject does not greatly interest Canadian academics. There are very few specialists on peacekeeping, fewer in-depth case studies from which to draw context, and certainly no satisfactory history of an activity that, we're always told, if I can quote my friend and colleague Jack Granatstein, is as Canadian as apple pie. The brutal fact is that war attracts much more attention than the preservation of peace.

American General Omar Bradley said a little more than forty years ago:

Ours is a world of nuclear giants and ethical infants. We know more about war than we know about peace, more about killing than about living.

This is still true. The end of the Cold War does not make it less true. When Bradley spoke in the late 1940s, the United Nations was taking its first steps towards the establishment of a peacekeeping regime. The UN charter set out as its highest purpose the maintenance of international peace and security, through peaceful means if possible, but if not, through the use of collective force. Yet there was, as a former UN secretary general once delicately put it, a lack of unanimity among the great powers from the start, a unanimity that was needed because each of them had the power to veto Security Council action.

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 9 février 1993

The Vice-Chairman (Mr. Ferland): Good afternoon, dear colleagues. I would first like to welcome our two witnesses of today, Mr. Granatstein and Mr. Norman Hillmer, who will be giving us their views on Peacekeeping Forces. As you know, we are undertaking a study on the subject. Unfortunately, the two journalists we had invited to appear before the committee, Mr. Raymond St-Pierre and Mr. McIver who are both specialists of the subject and who have seen peacekeepers in action, will not be able to appear. Mrs. Joan Gordon, their director and boss, refused them the permission to come before the committee arguing that it was in order to protect their independence as journalists. It is sad that we will not have the honour and the pleasure to hear their views on the subject. It is really unfortunate. We did our best to convince them to appear, but their boss was against it and we must respect her decision.

I would like to welcome our two witnesses. I will give them the floor immediately. I believe Mr. Hillmer will start. Mr. Hillmer, please begin.

M. Norman Hillmer (professeur, Faculté d'histoire, Université Carleton): Thank you, Mr. Chairman. On m'a demandé de vous faire l'historique des opérations de maintien de la paix et de discuter avec vous de la forme que celle-ci devrait prendre.

Permettez-moi d'abord de faire remarquer que le sujet n'intéresse pas beaucoup les universitaires canadiens. Il existe très peu de spécialistes du maintien de la paix, encore moins d'études approfondies sur le sujet et pas un seul manuel relatant de façon satisfaisante l'histoire d'une activité qui ne saurait être plus canadienne d'après mon ami et collègue Jack Granatstein. Le fait est, si difficile à accepter soit-il, que la guerre retient beaucoup plus l'attention que la préservation de la paix.

Il y a un peu plus de 40 ans, le général américain Omar Bradley disait ceci:

Notre monde est un monde de géants nucléaires qui n'ont pas dépassé le stade de l'enfance au plan moral. Nous en savons bien davantage sur la guerre et la mort que sur la paix et la vie.

Cette affirmation vaut encore aujourd'hui. La fin de la Guerre froide n'y a rien changé. Lorsque le général Bradley prononçait ses paroles à la fin des années quarante, les Nations Unies venaient à peine de commencer à s'intéresser au maintien de la paix. La Charte des Nations Unies attache la priorité absolue au maintien de la paix et de la sécurité à l'échelle internationale, objectif qui doit être atteint par des moyens pacifiques si possible, et au besoin seulement par le recours à la force collective. Comme le faisait cependant délicatement observer un ancien secrétaire général des Nations Unies, les grandes puissances ne s'entendaient pas sur ce principe dès le départ. Or, l'unanimité était essentielle puisque chacune d'elles disposait d'un droit de veto au Conseil de sécurité.